

## **Intervention de Laurent MICHEL**

*(Ceci est le début de l'intervention de M. Laurent Michel manquant sur la bande son)*

### 1) Investissements de long terme et investissements opportunistes lors d'un événement :

Les événements graves ont entre autres comme conséquence d'apporter un éclairage particulier sur une thématique, un territoire particulier, avec comme conséquence possible, voire fréquente, l'émergence ou le renforcement d'une politique ou de projets. En ce sens ils sont moteurs, et ce globalement aussi pour une plus grande conscience du risque (et pas seulement pour investir, mais aussi pour informer les citoyens, préparer la gestion de crise).

Cependant in fine il faut, en moyenne, plus craindre la démobilisation, voire le retour d'un certain déni du risque, que la réalisation de projets « court termistes » et dispendieux.

Ceci n'enlève rien au fait que l'on doit s'efforcer de s'inscrire dans une politique à long terme, avec une stratégie, des objectifs, une optimisation des moyens disponibles, une évaluation.

Sans verser dans la satisfaction béate on peut dire que nous avons une certaine constance dans des axes de travail pérennes :

- la connaissance des risques, certes surtout des aléas d'abord, celle des enjeux restant à affiner parfois,
- la politique des PPR, priorisée quoi qu'on en dise,
- les actions de prévision-vigilance, en gros à moyens constants depuis des années, mais qui augmentent leurs « livrables », avec des réorganisations (services de prévisions des crues) et des nouveaux outils techniques et produits
- les plans d'actions contractualisés, de type PAPI, où l'analyse coûts-bénéfices et l'expertise « contradictoire » sur le contenu des projets se développent (exemple des analyses de l'ICAT sur les PAPI (Vidourle et Charente)).

On a bien sûr des lacunes car on ne fait pas aussi bien que voulu ce qu'on prévoit, car il y a des pans trop peu explorés (impacts sur les activités économiques par exemple, submersion marine un peu négligée avant Xynthia), et aussi des sujets sans réponse opérationnelle simple ou bonne (réduction de la vulnérabilité du bâti existant par exemple), et aussi certains échecs, souvent localisés (difficulté à freiner une urbanisation galopante dans certaines zones à risques malgré les PPR (ou difficulté à faire aboutir ceux-ci)). Bien qu'identifié, et parfois résolu, le sujet de la qualité sur le long terme des digues est aussi un sujet entier !

Donc le bilan est, comme souvent, nuancé.

Dès avant Xynthia, avec en particulier la préparation de la mise en œuvre de la directive inondations, et aussi la préparation d'instructions pluri-annuelles (circulaire aux préfets, in fine signée le 28 juin 2010), l'Etat a voulu renforcer la vision stratégique et de long terme :

- c'est toute la question de la directive inondations : évaluation préliminaire, territoires à risque important, cartographie (aléas-enjeux), plan de gestion (de bassin) et stratégies locales, PPR prioritaires,
- stratégie triennale régionale de l'action de l'Etat (document stratégique régionale, note sur les priorités à 3 ans en matière de risques naturels, revue chaque année par les DREAL pour le dialogue de gestion),

et les priorités et voies d'action du PPSMCR (plan de prévention des submersions marines et des crues rapides) et du futur appel à projets PAPI suivent cette voie :

- o zones prioritaires et stratégie locale-globale,
- o recours renforcé à l'analyse coûts-bénéfices,
- o le sujet posé, certes non résolu, du financement à long terme de l'entretien des ouvrages de protection.

Le long terme c'est aussi faire émerger dans la durée un consensus, des porteurs de projet, mais aussi des acteurs bien articulés entre eux (car on touche à des domaines divers et à des acteurs nécessairement nombreux).